

La Turquie peut ouvrir les vannes, pas sûr que les réfugiés viendront

MIGRATIONS Le président Erdogan menace l'accord UE-Turquie depuis Ankara

- Le président turc prévient : si l'Europe continue dans cette voie, il ouvre les frontières.
- L'accord UE-Turquie n'est plus la pierre angulaire du dispositif frontalier européen.

ANALYSE

Le président turc n'a pas du tout apprécié la résolution du Parlement européen demandant le gel des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (lire ci-dessous) - résolution qui n'a par ailleurs à peu près aucune chance d'aboutir. Recep Tayyip Erdogan menace donc désormais d'ouvrir grand les vannes migratoires, verrouillées depuis mars avec l'accord UE-Turquie qui prévoit le renvoi des migrants débarqués en Grèce vers les côtes turques.

De quoi voir de nouvelles arrivées de centaines de milliers de Syriens ?

Pas si sûr.

Il ne faut d'abord pas oublier

que ce n'est pas l'accord avec la Turquie en tant que tel, mais la fermeture de la route des Balkans quelques semaines auparavant qui a fait brutalement chuter le nombre d'arrivées sur les côtes des îles grecques. L'accord avec Ankara a d'une certaine manière institutionnalisé un revirement de politique plus que susciter des renvois effectifs. Depuis sa mise en application, seules 721 personnes ont été renvoyées vers la Turquie (pour 2.343 installations de Syriens en Europe), la plupart des migrants restant coincés dans les îles grecques en attendant le traitement de leurs demandes d'asile.

D'autres mesures sécuritaires ont depuis été prises, comme le renforcement de Frontex, l'agence européenne de contrôle des frontières qui a depuis déployé l'artillerie lourde en Grèce et en Italie essentiellement : 1.400 agents, 24 navires, cinq avions, trois hélicoptères. Et dès le 7 décembre, 1.500 autres agents européens pourront être mobilisables rapidement en cas

de besoins supplémentaires.

En soi, ce déploiement n'empêcherait pas un flux massif d'arrivées.

Il reste interdit de refouler des demandeurs d'asile et chaque migrant a le droit de voir son dossier traité par la Grèce. Mais en matière de migration, le message compte. Enormément. Tant vis-à-vis des passeurs qui savent leur tâche compliquée que des candidats à la traversée qui doivent établir leur projet migratoire. Si 2015 était marquée par le « *Wir schaffen das* » accueillant de l'Allemagne, 2016 a pris une tout

autre tournure avec la fermeture de la route des Balkans, les images des camps en Grèce, où 62.000 migrants vivent depuis des mois entassés dans des conditions indignes, les discours anti-migrants du Brexit, les violences à la frontière hongroise...

Pas sûr donc que la concrétisation des menaces du président turc conduise à une reprise automatique des flux. Tout simplement parce que l'Union européenne est devenue une destination toujours trop précaire. Élément notable :

non seulement les Syriens ne se sont pas rabattus sur la route italienne, via l'Afrique du Nord, mais leur nombre s'est quasi tari, sans qu'aucun obstacle supplémentaire n'ait été dressé par les autorités. Ils étaient ainsi 5.654 à débarquer entre avril et août 2015 en Italie, contre seulement 561 sur la même période en 2016.

Ce nouvel épisode de musculature d'Erdogan, après des semaines d'échanges houleux, a d'ailleurs été accueilli platement par les capitales européennes. « *Les surenchères et polémiques sont tout à fait contre-productives* », a réagi Paris, et l'Allemagne a souligné que ce genre de menaces « *n'avance à rien* ». Seule la Grèce, en première ligne, s'est émue. « *Utiliser les réfugiés et migrants pour atteindre des objectifs autres (que ceux relatifs à la gestion des flux) est un acte d'agression*, a jugé le ministre adjoint grec de la Défense, Dimitris Vitsas. *Ce genre de déclarations nous inquiète et nous sommes vigilants.* » ■

LORRAINE KIHL

EN CHIFFRES

20.044

C'est le nombre de personnes débarquées en Grèce depuis l'entrée en vigueur de l'accord UE-Turquie, en avril. A titre de comparaison :

151.452 étaient arrivées lors des trois premiers mois de l'année. Ils étaient 856.723 en 2015.

3 millions

C'est le nombre de réfugiés syriens installés en Turquie. Le pays porte le plus lourdement le poids de l'exil syrien avec le Liban (1,5 million) et la Jordanie (650.000).

2 personnes

Une femme et un jeune enfant sont morts après l'explosion d'une bonbonne de gaz déclenchant un incendie dans le camp de Moria sur l'île de Lesbos. 16.472 demandeurs d'asile sont entassés dans les îles grecques dans des conditions extrêmement difficiles. Le pays accueille au total 62.375 demandeurs d'asile.

politique « Erdogan veut s'affranchir de la tutelle de l'Europe »

ISTANBUL

DE NOTRE CORRESPONDANTE

« *Ceux qui accusaient l'Union européenne de s'être assujettie au « chantage » d'Ankara en concluant, en mars, un pacte sur les réfugiés, Recep Tayyip Erdogan vient de donner raison. « Vous avez hurlé quand 50.000 réfugiés sont arrivés à Kapikule (poste-frontière turco-bulgare, à deux pas de la Grèce, NDLR). Mais écoutez-moi bien, a lancé le président turc au lendemain d'un vote du Parlement européen demandant le gel des négociations de son pays à l'UE. Si vous allez plus loin, ces frontières s'ouvri-*

ront, mettez-vous ça dans la tête ! » La veille, son Premier ministre, Binali Yildirim, avait agité la menace en des termes à peine moins abrupts : « Que se passera-

t-il sans la Turquie ? Les réfugiés qui fuient la guerre au Moyen-Orient inonderont l'Europe et (les Européens) auront de gros problèmes. »

En novembre 2015, lorsque l'UE et Ankara avaient engagé le rapprochement qui allait permettre, quelques mois plus tard, la signature d'un « deal » sur les flux migratoires, l'ambition déclarée était de « *redynamiser le processus d'adhésion de la Tur-*

quie à l'UE ». En échange de divers efforts fournis par Ankara - contrôle de ses frontières, réadmission de migrants échoués sur les îles grecques... -, la Commission européenne et les Etats membres avaient promis de relancer les négociations d'adhésion, d'accélérer la libéralisation des visas Schengen pour les Turcs, d'accueillir jusqu'à 72.000 Syriens réfugiés en Turquie et d'allouer six milliards d'euros à ceux qui restaient dans le pays (près de 3 millions de personnes). Un coup d'Etat manqué et une série de mesures de répression plus tard, Ankara n'a jamais semblé si

loin du bloc européen.

Tayyip Erdogan, peut-il, comme il l'affirme, ouvrir ses frontières et « inonder » l'Europe ? Sinan Ülgen, directeur du Centre d'études sur les affaires économiques et diplomatiques

(Edam), n'y croit pas. Il soutient, en revanche, que « *le deal est déjà enterré en l'état* » et qu'il « *doit être revu d'une manière plus minimaliste* ». « *Après la décision du Parlement européen, le refus de la Turquie de modifier ses lois antiterroristes et le manque de volonté du côté de l'Europe d'avaliser la libéralisation des visas, il faut renégocier les conditions du*

deal et voir ce qui peut être réalistement préservé », plaide cet ancien diplomate turc. « Préserver ce qui peut l'être » inclurait, selon lui, le contrôle renforcé des frontières de la Turquie et l'enveloppe financière allouée aux réfugiés.

« Erdogan veut la coupure avec l'Union européenne »

Plus qu'un appel à secourir un

accord en péril, Serhat Güvenç, spécialiste des relations Turquie-UE à l'Université Kadir Has, considère l'ultimatum du président Erdogan comme un encouragement à « couper complètement les relations avec l'UE ». « A mon avis, Erdogan veut cette coupure. Il voit l'UE comme une forme de tutelle qui l'empêche de

réaliser toutes ses politiques et il veut s'en affranchir au plus vite, avance le chercheur. D'un autre côté, il ne veut pas porter la responsabilité du divorce car il sait que l'adhésion à l'UE reste malgré tout désirée par une partie de l'opinion publique turque. »

Le référendum « pour ou contre l'adhésion », évoqué ces dernières semaines par le chef de

l'Etat, « n'aboutirait pas forcément à une victoire du non », souligne Serhat Güvenç. Sans compter qu'en cas de rupture, les conséquences seraient coûteuses. « Une Turquie coupée de l'Europe serait un pays du tiers-monde », prévenait récemment Mehmet Simsek, le vice-Premier ministre en charge de l'Economie. ■

ANNE ANDLAUER